

Les Etats généraux de la presse burundaise

Top Medias, 7 mars 2011 Les Etats Généraux des Médias et de la Communication ont eu lieu dans un climat un peu tendu. Les journalistes burundais réclament la dépolitisation des médias de presse au Burundi. Cet événement est important pour la croissance et le développement des médias et de la communication au Burundi. Le Premier Vice-Président de la République burundaise a présidé la clôture des Assises des Etats Généraux des Médias et de la Communication. Il a lu les recommandations formulées par les participants à l'issue des travaux dans différentes commissions, portant notamment sur la dépolitisation des médias de presse, le fond d'appui aux médias et du passage de l'analogique au numérique ont sanctionné la fin de ces assises.

Les autorités burundaises ont reconnu que les médias ont un rôle fondamental dans l'accroissement du développement socio-économique vers une économie de l'information et du savoir dans le pays. Une bonne politique de communication pourrait constituer un catalyseur pour atteindre les objectifs de la Vision 2025 pour une intégration du Burundi au sein de la Communauté Est-africaine et consolider la paix dans un climat de responsabilité de chacun et dans le respect de la loi. Au cours de ces assises, les participants sont revenus sans cesse sur certaines questions sensibles telles que la dépolitisation des médias de presse, la formation des professionnels des médias et de la communication, la Communication politique et institutionnelle, le fonds d'appui aux médias, et l'accès du public aux Technologies de l'Information et de la Communication ainsi que la régulation de ce domaine. S'agissant de la formation des professionnels des médias et de la communication, les autorités burundaises ont expliqué qu'il existe déjà au sein de l'Université Burundi un Master Complémentaire en Journalisme et qu'elles comptent généraliser cette formation dans les enseignements universitaires. Le processus de réforme de l'Enseignement Supérieur en cours prendra en compte cette préoccupation. « Nous réaffirmons la ferme détermination du Gouvernement à rouvrir une Ecole de journalisme au Burundi en dépit des contraintes budgétaires », a déclaré le premier Vice-Président. Les médias ont besoin d'appuis financiers et pour cela le Gouvernement s'est engagé à explorer les opportunités pour la mise en place effective du fonds d'appui aux médias longtemps attendu. A l'issue des débats, parfois houleux mais toujours riches et fructueux, les participants ont mis en place un comité restreint chargé de finaliser le projet de loi sur la dépolitisation des médias de presse au Burundi, lequel sera soumis au Parlement, tenant compte des amendements formulés, pour être adopté par les deux chambres. Conformément aux Recommandations issues de ces Etats Généraux, le Gouvernement burundais va prendre ses responsabilités pour harmoniser les trois Projets de loi sur la Presse à savoir : la révision de la loi sur la presse, le projet de statut de Journaliste et le Projet de statut du fonds d'aide aux médias. Aussi, le suivi des mécanismes de Renforcement de la capacité nationale en Technologies d'Information et de la Communication, sera une question que le Gouvernement prendra en compte. Il s'agit particulièrement d'accroître la préparation des structures nationales intressées au basculement de l'analogique au numérique fixé à l'horizon 2012 au sein de la Communauté Africaine. Au niveau des Institutions de l'Etat dans un souci de rendre fluide la circulation de l'information. Les participants ont également eu une réflexion sur la nuance médias publics/médias privés. Au regard des préoccupations sur ce sujet, les autorités burundaises ont promis d'engager un dialogue constructif sur ce sujet qui pourrait engager des compromis de nature à garantir la responsabilité sociale des médias aussi bien publics que privés. Les Etats Généraux des Médias et de la Communication ont été financés par le Bureau des Nations Unies au Burundi (BNUB).